



RAPPORT SEMESTRIEL 2009-2010

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2009-2010

S.O.I.TEC SILICON ON INSULATOR TECHNOLOGIES

Société Anonyme au capital de 8 546 313,90 €

Siège social : Parc Technologique des Fontaines – Chemin des Franques – 38190 Bernin

R.C.S. 384 711 909 000 34 – A.P.E. 2611 Z

Sommaire

1. Personnes responsables

1.1 Responsable du Rapport financier semestriel

1.2 Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

2. Contrôleurs légaux des comptes

3. Facteurs de risque

4. Examen de la situation financière et du résultat

5. Informations sur les tendances

6. Informations financières

6.1 Comptes semestriels consolidés relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2009

6.2 Annexe aux comptes semestriels consolidés résumés relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2009

6.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009-2010

1. PERSONNES RESPONSABLES

Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé, Président directeur général.

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 17 Novembre 2009
André-Jacques Auberton-Hervé
Président Directeur Général

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet Muraz Pavillet représenté par Monsieur Jean-Marc Pavillet

3, chemin du Vieux Chêne - 38240 Meylan

- Date du premier mandat : 27 février 1992

- Renouvellement du mandat : 9 juillet 2004

- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010.

Ernst & Young Audit représenté par Monsieur Lionel Denjean

Tour Part Dieu, 129 rue Servient, 69326 Lyon Cedex 03

- Date du premier mandat : 30 juillet 1998

- Renouvellement du mandat : 9 juillet 2004

- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010.

Commissaires aux comptes titulaires suppléants

René-Charles Perrot (suppléant du Cabinet Muraz Pavillet)

65, boulevard des Alpes - 38240 Meylan

- Date du premier mandat : 27 février 1992

- Renouvellement du mandat : 9 juillet 2004

- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010.

Bruno Perrin (suppléant du Cabinet Ernst & Young Audit)

100, rue Raymond Losserand - 75014 Paris

- Date du premier mandat : 30 juillet 1998

- Renouvellement du mandat : 9 juillet 2004

- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010.

3. FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des facteurs de risques pouvant avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe ou le cours de ses actions figure au chapitre 4 "Facteurs de risques" du document de référence 2008-2009 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 23 juin 2009 et son actualisation déposée le 1er septembre 2009.

Le Groupe n'a pas identifié d'autres facteurs de risques que ceux figurant au chapitre 4 "Facteurs de risques" du document de référence 2008-2009 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 23 juin 2009, mais considère qu'au cours des six prochains mois de l'exercice en cours, ceux liés à la sensibilité de ses résultats à l'évolution de la parité euro/dollar, à la quantification des marchés finaux des clients clés dans le contexte de crise économique et à l'incidence de l'évolution à court terme de la demande sur les résultats du Groupe pourraient avoir un effet significatif particulier.

S'agissant du risque de liquidités et en lien avec l'environnement économique actuel, le Groupe précise qu'il dispose d'une structure financière parfaitement saine avec des fonds propres de 508 millions d'euros et une position nette de trésorerie de 125 millions d'euros, composés de 306 millions de trésorerie et équivalents de trésorerie et de 181 millions d'euros de dettes financières (dont 117 après frais associés, relatifs à l'émission récente d'un emprunt convertible « OCEANES » à échéance 2014). Les équivalents de trésorerie ont été placés dans des placements sans risques auprès de banques françaises de premier rang, dans des Bons du Trésor et dans des OPCVM investis en obligations assimilables du Trésor (OAT). Le Groupe est confiant dans sa capacité de financement de son activité et de ses investissements dans les 12 prochains mois.

Par ailleurs, le Groupe :

- rappelle être attrait devant la Commission des sanctions de l'AMF et devoir répondre de deux manquements allégués, relatifs 1/ à la comptabilisation dans ses comptes semestriels et annuels pour l'exercice 2006-2007, d'aides d'État octroyées à la Société en matière de Recherche et Développement préalablement à l'avis de la Commission européenne sur leur conformité aux réglementations européennes applicables en la matière (une décision de conformité a été rendue par la suite par la Commission européenne), et 2/ à sa communication financière au mois d'octobre 2006. Soitec entend contester l'intégralité des griefs qui lui ont été notifiés. Cette procédure peut aboutir à des sanctions pécuniaires contre Soitec et ses dirigeants.
- indique que ses résultats du second semestre continueront à intégrer les frais relatifs à son usine de Singapour et continueront à enregistrer des frais juridiques relatifs aux procédures en cours contre la société MEMC, ainsi que les frais juridiques relatifs à sa défense devant la Commission des sanctions de l'AMF.

Valeur recouvrable des actifs non courants

Les incertitudes qui caractérisent l'environnement économique général, associées aux indications récemment fournies par certains de ses grands clients, ont conduit le Groupe à confirmer l'estimation de la valeur recouvrable de ses actifs non courants. Cette valeur, représentée par la valeur d'utilité des actifs en question, résulte d'un calcul prenant en compte différents éléments d'une très grande volatilité. Au regard de l'évolution actuelle de l'activité et sans révision particulière des projections à moyen et long terme, aucune dépréciation n'est nécessaire au 30 septembre 2009 (cf. note 5.1 de l'annexe).

Risque lié à la volatilité du cours des actions :

Le Groupe rappelle à ses actionnaires la volatilité du marché de ses actions. Le cours de l'action de la Société est caractérisé par une très forte volatilité, largement supérieure à celle des sociétés qui appartiennent au SBF 120, ainsi qu'un taux de rotation du capital particulièrement élevé.

4. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Situation et activité du Groupe

L'activité globale du Groupe s'est inscrite en retrait de 21,7 % sur le premier semestre 2009-2010, avec un chiffre d'affaires de 94,2 millions d'euros contre 120,3 millions d'euros au cours des six premiers mois de l'exercice précédent et 93,6 millions d'euros au second semestre de l'exercice précédent.

Des actions volontaristes de réduction des coûts, engagées au cours du précédent exercice, ont porté leurs fruits pour réduire l'impact défavorable de la baisse de l'activité. L'évolution de la parité euro/dollar a été favorable (-11 %) par rapport au premier semestre de l'exercice précédent mais défavorable (+5 %) en variation séquentielle par rapport au second semestre de l'exercice précédent. Compte tenu de ces facteurs, la perte opérationnelle courante est ressortie à 15,8 millions d'euros par comparaison à 9,4 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice précédent et 19,0 millions d'euros sur le second semestre. La perte nette (Part du Groupe) est ressortie à 19,4 millions d'euros par comparaison à 8,0 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice précédent et 35,3 millions d'euros sur le second semestre de l'exercice précédent.

A fin septembre 2009, le Groupe dispose d'une structure financière parfaitement saine avec des fonds propres de 508 millions d'euros et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 306 millions d'euros après sa levée de fonds de 145 millions d'euros liée à l'émission d'un emprunt convertible (OCEANE) à échéance septembre 2014. Il est rappelé qu'en application de la norme IAS 39, les OCEANES présentent une composante dette de 116,5 millions d'euros après frais associés et une composante instruments de capitaux propres de 23,5 millions d'euros.

Plaques de silicium sur isolant (SOI)

Dans un contexte normal d'évolution des prix, les ventes totales de plaques ont été en baisse de 22,3 % et de 29,9 % à taux de change constants. Les ventes de plaques 300mm qui ont représenté 85 % des ventes totales de plaques cumulées, ont reculé de 18,2 % (26,1 % à taux de change constants). Sur cette même période, les ventes de plaques dans les autres diamètres enregistrent une baisse de 39,9 % et 45,7 % à taux de change constants par rapport aux six premiers mois de l'exercice.

Le poids des cinq premiers clients du Groupe est ressorti à 94 % des ventes de plaques sur le premier semestre 2009-2010. Le premier client (Advanced Micro Devices/Global Foundries) a représenté 63 % des ventes de plaques du premier semestre 2009-2010, et le second client (International Business Machine Corp.) a représenté 17 % des ventes totales de plaques. Le revenu des licences, qui est libellé en dollars, a reculé de 33,3 % à 1,4 million d'euros sur le premier semestre.

Répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre

	S1 2007-2008	S1 2008-2009	S1 2009-2010
Etats-Unis	24 %	14 %	23 %
Europe	64 %	80 %	70 %
Asie	12 %	6 %	7 %

Répartition du chiffre d'affaires SOI par client au premier semestre

	S1 2007-2008	S1 2008-2009	S1 2009-2010
Cinq premiers clients	94 %	95 %	94 %
Client n°6 à n°10	3 %	2 %	3 %
Autres clients	3 %	3 %	3 %

Répartition du chiffre d'affaires SOI par taille de plaque au premier semestre

	S1 2007-2008	S1 2008-2009	S1 2009-2010
300mm	67 %	81 %	85 %
200mm	20 %	7 %	8 %
125mm	9 %	9 %	5 %
Autres	3 %	3 %	3 %

Picogiga International

La division Picogiga a réalisé un chiffre d'affaires de 3,4 millions d'euros sur le semestre en baisse de 7,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le Groupe a poursuivi ses programmes de R&D dédiés au développement de nouveaux matériaux destinés au vaste marché de l'optoélectronique, le but étant de conjuguer l'expertise de Picogiga dans le domaine de l'épitaxie de matériaux semi-conducteurs III-V à base de nitrure de gallium avec la technologie Smart Cut™ de Soitec.

Tracit

Le chiffre d'affaires de la division Tracit a été de 1,6 million d'euros sur le semestre en hausse de 9,6 % par rapport aux six premiers mois de l'exercice précédent. Tracit a récemment conclu un accord stratégique de licence de sa technologie Smart Stacking™ avec STMicroelectronics pour le développement de capteurs d'image dédiés au marché de la téléphonie mobile.

Marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires total diminué du coût des ventes. Le coût des ventes est égal à la somme des coûts de production, des droits de licences payables au CEA-Léti et des coûts de distribution. Les coûts de production comprennent les coûts de matières premières, essentiellement du silicium, les coûts de fabrication, dont les coûts de main-d'œuvre directe (y compris les paiements fondés sur des actions), le matériel de production, les infrastructures de la salle blanche et les frais généraux affectés à la production.

La baisse de l'activité a conduit à une baisse de la marge brute qui est passée de 15,8 millions d'euros au premier semestre 2008-2009, soit 13,1 % du chiffre d'affaires, à 7,6 millions d'euros en 2009-2010, soit 8,0 % du chiffre d'affaires. A titre d'information, cette marge

brute était ressortie à 3,4 millions d'euros sur le second semestre 2008-2009, soit 3,6 % du chiffre d'affaires. Le Groupe précise que cette marge brute intègre 5,6 millions d'euros d'impact net de l'usine de Singapour sur le premier semestre contre 5,8 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice précédent et 6,9 millions d'euros sur le second semestre compte tenu de la montée en charge de l'activité recyclage des plaques de silicium utilisées dans la production des plaques SOI.

Sous l'effet des mesures de réduction des coûts et de l'augmentation séquentielle des volumes sur le premier semestre 2009-2010, la marge de production de plaques en 300mm est ressortie à 16,9 % contre 21,0 % au premier semestre de l'exercice précédent et 13,8 % sur le second semestre. En dépit de la baisse des volumes, la marge de production en 200mm a augmenté à 26,8 % contre 25,9 % au premier semestre de l'exercice précédent et 8,6 % au second semestre compte tenu de la baisse des amortissements sur Bernin I.

Recherche et Développement

Les coûts de Recherche et Développement sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur occurrence tandis que les montants reçus dans le cadre de contrats ou de subventions sont déduits des coûts bruts de Recherche et Développement pour aboutir à un montant net imputé au compte de résultat. En France, certains coûts de Recherche et Développement peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt recherche. Ce crédit est présenté en déduction des coûts de Recherche et Développement conformément à la norme IAS 20.

Le Groupe a maintenu un effort significatif en Recherche et Développement avec des coûts nets de Recherche et Développement de 12,5 millions d'euros, soit 13,3 % du chiffre d'affaires contre 13,0 millions d'euros, soit 10,8 % des ventes sur la même période de l'exercice précédent et 9,9 millions d'euros sur le second semestre, soit 10,6 % du chiffre d'affaires. Sur le premier semestre 2009-2010, le Groupe a enregistré des aides totales pour un montant de 6,3 millions d'euros et un crédit d'impôts recherche de 2,1 millions d'euros.

Le Groupe poursuit ses importants programmes de Recherche et Développement appelés NanoSmart™ et Bernin 2010, qui satisfont aux critères des initiatives innovantes et bénéficient à ce titre d'une aide des pouvoirs publics. Les coûts de Recherche et Développement sont constitués pour l'essentiel des salaires et charges sociales, y compris les paiements fondés sur des actions, des coûts d'exploitation des équipements dédiés aux salles blanches et aux équipements nécessaires aux activités de Recherche et Développement et des coûts liés au maintien et au renforcement des droits de propriété intellectuelle du Groupe. Les dépenses encourues au titre du premier semestre de l'exercice intègrent également une part de l'investissement résultant de l'accord signé avec ARM Plc en septembre 2006 pour accélérer la création de bibliothèques de conception de puces sur SOI en vue de stimuler la demande de SOI chez les fonderies et les « fabless ».

Charges d'exploitation

Frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing sont restés quasiment stables à 3,5 millions d'euros contre 3,0 millions d'euros sur le premier semestre 2008-2009 et 3,8 millions d'euros sur le second semestre de l'exercice précédent.

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs s'inscrivent en baisse et ressortent à 7,4 millions d'euros sur le premier semestre 2009-2010 contre 9,2 millions d'euros sur le premier semestre 2008-2009 et 8,7 millions d'euros sur le second semestre.

Il est à noter également que les charges du premier semestre 2009-2010 continuent à inclure des frais légaux du fait des procédures opposant actuellement le Groupe à la société MEMC.

Perte opérationnelle courante

La perte opérationnelle courante s'établit à 15,8 millions d'euros, soit -16,8 % du chiffre d'affaires contre une perte courante de 9,4 millions d'euros, soit -7,8 % au premier semestre 2008-2009 et de 19,0 millions d'euros, soit -20,3 % du chiffre d'affaires au second semestre de l'exercice précédent.

Dans un contexte de sous utilisation des capacités industrielles, cette évolution de la perte opérationnelle courante traduit l'évolution de l'activité et l'impact des mesures de réduction de coûts compte tenu de l'évolution de la parité euro/dollar sur la période considérée.

Marge opérationnelle

Sur le premier semestre 2009-2010, la perte opérationnelle est ressortie à 16,3 millions d'euros après prise en compte de 0,4 million d'euros d'éléments non courants principalement dédiés à un complément de charges relatives au plan de réduction d'effectif du Groupe. Elle se compare à une perte de 9,4 millions d'euros, soit 7,8 % du chiffre d'affaires sur le premier trimestre de l'exercice précédent et une perte de 35,7 millions d'euros sur le second semestre compte tenu des 16,7 millions d'euros d'éléments non courants enregistrés.

Résultat financier

Sur le premier semestre de l'exercice 2009-2010, le résultat financier net du Groupe constitue une charge de 3,1 millions d'euros à comparer à un profit de 3,0 millions d'euros sur le premier semestre 2008-2009. Les fonds en dépôt ont généré 0,4 million d'euros de produits d'intérêts contre 3,6 millions d'euros sur le premier semestre 2008-2009 compte tenu de la forte baisse des taux et de la politique du Groupe d'avoir une approche très sécurisée de ses placements. Les charges d'intérêts ont baissé, passant de 3,0 millions d'euros au premier semestre 2008-2009 à 2,6 millions d'euros en 2009-2010, notamment sous l'effet de la baisse de la charge des dettes financières relatives aux locations financement (crédit-bail) à hauteur de 1,2 million d'euros et de la prise en charge sur moins d'un mois des charges relatives à la récente émission d'un emprunt convertible à hauteur de 0,8 million d'euros. En raison de la forte volatilité du dollar, les effets de change se traduisent par une charge nette de change de 0,9 million d'euros contre un profit de 2,4 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice précédent.

Résultats et impôts

Sur le premier semestre 2009-2010, le résultat avant impôt ressort en perte à 19,3 millions d'euros et la charge d'impôts est quasiment nulle. Le résultat net semestriel (Part du Groupe) est ainsi une perte de 19,4 millions d'euros contre une perte de 8,0 millions d'euros sur le premier semestre 2007-2008 et de 35,3 millions d'euros sur le second semestre. Le résultat dilué par action est une perte de 0,22 euro par action contre une perte de 0,01 euro par action sur le premier semestre 2008-2009.

Bilan

Les actifs non courants nets sont ressortis à 339 millions d'euros au 30 septembre 2009 contre 378 millions d'euros au 31 mars 2009.

Les fonds propres au 30 septembre 2009 ont baissé de 4 millions d'euros à 508 millions d'euros contre 512 millions d'euros au 31 mars 2009. La dette financière, qui est passée de 77 millions d'euros à fin mars 2009 à 181 millions d'euros à fin septembre 2009, reflète principalement l'émission récente d'un emprunt convertible pour sa composante en dette financière (116,5 millions d'euros après frais associés) alors que la dette financière reconnue sur les locations financement (crédit-bail) a été fortement réduite, s'établissant à 62 millions d'euros au 30 septembre 2009 contre 75 millions d'euros au 31 mars 2009. Le Groupe Soitec reste en position nette de trésorerie positive à hauteur de 125 millions d'euros à fin septembre 2009.

Trésorerie et financement

En dépit de la perte nette dégagée sur le premier semestre, le Groupe a généré un flux de trésorerie d'exploitation de 16 millions d'euros. 4 millions d'euros ont été affectés aux investissements et 14 millions d'euros au remboursement des emprunts et paiement des intérêts attachés. Le produit de l'émission d'un emprunt convertible en septembre dernier (145 millions d'euros, cf. § **Situation et activité du Groupe** ci-avant) est venu renforcer la trésorerie du Groupe. Au total, sur les six premiers mois de son exercice 2009-2010, le Groupe a donc augmenté sa trésorerie de 139 millions d'euros et dispose au 30 septembre 2009 de 306 millions d'euros de disponibilités qui devraient lui permettre de faire face au financement de son activité sur les 12 prochains mois ainsi qu'au financement de ses projets de développement.

Objectifs de la politique de gestion de trésorerie

La politique de gestion de la trésorerie mise en place par le Groupe vise à minimiser l'impact des effets de change sur les résultats et les flux de trésorerie du Groupe. Soitec est exposé au risque de change, notamment au niveau de la parité dollar/euro, la majorité de ses ventes étant libellée en dollars. Ce risque est partiellement compensé par le fait que toutes les matières premières sont achetées en dollars. Des contrats à terme, options et swaps de devises sont également régulièrement utilisés comme instruments de couverture sur un horizon limité aux facturations certaines.

Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans la note 7.2 de l'annexe des comptes consolidés semestriels.

5. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

Les indications récentes des principaux clients et les annonces favorables de l'industrie confirment une nouvelle croissance séquentielle sur le second semestre à taux de change constants. La croissance réelle dépendra principalement de la demande finale vers la fin de l'année calendaire et de la ré-estimation par les clients de leur demande sur leur premier trimestre de l'année 2010.

Le Groupe reste confiant que les développements du SOI et des autres matériaux à forte valeur ajoutée basés sur la technologie Smart Cut™ continueront à se diffuser dans l'industrie et se matérialiseront dès lors que les conditions macroéconomiques rebondiront de façon durable. Les annonces récentes au sein de l'ensemble de la chaîne de valeur SOI, incluant une offre élargie des clients, la mise à disposition de nouvelles bibliothèques de conception de puces dédiées au SOI ainsi que les initiatives prises par le Consortium industriel SOI confirment cette tendance. Le Groupe entend utiliser ses ressources pour générer de la valeur à moyen et long terme sur des marchés de haute performance tels que les écrans pour téléphones portables, les diodes électroluminescentes, les lasers, capteurs d'images à illumination face arrière et cellules solaires.

Les anticipations qui précèdent émanent ou reposent, en tout ou partie, sur les appréciations de la Direction de la Société et de ses filiales, lesquelles pourraient évoluer ou être modifiées à l'avenir.

Les objectifs, déclarations et informations prospectives résumés ci-dessus sont notamment fondés sur les données, hypothèses et estimations énoncées ci-avant et considérées comme raisonnables par la Société.

Par nature, ces données, hypothèses et estimations, ainsi que l'ensemble des éléments pris en compte pour la détermination desdits objectifs, déclarations et informations prospectives, pourraient ne pas se réaliser, et sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier et concurrentiel de la Société ou aux facteurs de risques auxquels elle est exposée, auxquels il est fait référence au chapitre 3 du présent rapport.

6. INFORMATIONS FINANCIERES

6.1 Comptes consolidés au 30 septembre 2009

COMPTE DE RESULTAT (montants en milliers d'euros)

	Notes	Semestre arrêté au 30 septembre 2009	Semestre arrêté au 30 septembre 2008
Ventes		94 213	120 294
Coût des ventes		(86 641)	(104 487)
Marge brute		7 572	15 807
Frais commerciaux et de marketing		(3 518)	(3 027)
Frais de recherche et développement	6.2	(12 484)	(12 972)
Frais généraux et administratifs		(7 399)	(9 181)
Résultat opérationnel courant		(15 829)	(9 373)
Autres produits opérationnels	6.3	-	-
Autres charges opérationnelles	6.3	(442)	-
Résultat opérationnel		(16 271)	(9 373)
Produits financiers		2 276	11 510
Charges financières		(5 328)	(8 505)
Résultat financier		(3 052)	3 005
Résultat avant impôt		(19 323)	(6 368)
Impôt	6.4	(84)	(1 717)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(19 407)	(8 085)
Intérêts minoritaires		5	(43)
Résultat net (part du groupe)		(19 412)	(8 042)
Résultat net de base par action en euros		(0,22)	(0,10)
Résultat net dilué par action en euros		(0,22)	(0,10)

RESULTAT GLOBAL

	30 septembre 2009	30 septembre 2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	(19 412)	(8 042)
Écarts de conversion	(13 876)	13 873
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Couverture des Flux de trésorerie	-	-
Réévaluation des terrains	-	-
Frais d'émission	(567)	(2 023)
Effet de l'impôt	190	674
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(14 253)	12 524
Résultat Global de la période	(33 665)	4 482
Intérêts minoritaires	5	(43)
Résultat Global (part du groupe)	(33 660)	4 439

BILAN (montants en milliers d'euros)

	Notes	30 septembre 2009	31 mars 2009
Actifs			
Actifs non courants			
Goodwill et immobilisations incorporelles.....	5.2	17 178	20 698
Immobilisations corporelles	5.2	320 147	355 376
Actifs d'impôts différés.....		1 134	674
Actifs financiers non courants		969	1 051
		339 428	377 799
Actifs courants			
Stocks	5.3	34 786	37 881
Clients et comptes rattachés		26 206	18 355
Autres actifs courants		30 799	35 002
Actifs financiers de placement à court terme.....		58	203
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	5.4	306 116	167 280
		397 965	258 721
		737 393	636 520
TOTAL DE L'ACTIF			
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres			
Capital social		8 546	8 512
Primes liées au capital		476 386	475 459
Actions propres.....		(210)	(210)
Réserves non distribuées		28 172	19 440
Autres réserves		(4 436)	9 144
Capitaux propres Groupe		508 458	512 345
Intérêts minoritaires		244	239
Total capitaux propres		508 702	512 584
Passifs non courants			
Dettes financières à long terme.....	5.8	150 795	49 254
Passifs d'impôts différés.....		-	-
Provisions et autres passifs non courants.....		2 143	1 930
		152 938	51 184
Passifs courants			
Dettes financières à court terme	5.8	29 796	27 794
Fournisseurs		30 867	28 865
Provisions et autres dettes courantes		15 090	16 093
		75 753	72 752
TOTAL DU PASSIF COURANT ET NON COURANT		228 691	123 936
TOTAL DU PASSIF		737 393	636 520

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)

	Actions ordinaires		Primes d'émission du capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Montant							
Au 31 mars 2008	82 755 632	8 276	465 050	(211)	57 089	(16 056)	514 148	355	514 503
Ecart de conversion (nets d'impôt)						13 873	13 873		13 873
Variation des justes valeurs sur actifs financiers disponibles à la vente									
Variation des écarts de réévaluation									
Frais d'émission (nets d'impôt)			(1 349)				(1 349)		(1 349)
Total des produits et des charges de la période reconnus directement en capitaux propres			(1 349)			13 873	12 524		12 524
Résultat de la période					(8 042)		(8 042)	(43)	(8 085)
Résultat Global de la période			(1 349)		(8 042)	13 873	4 482	(43)	4 439
Opération ABSAARs	2 250 000	225	11 708		11		11 944		11 944
Opérations sur capital	111 351	11	40		-		51		51
Composante capitaux propres des instruments financiers composés									
Paiements fondés sur les actions					2 156		2 156		2 156
Opérations sur titres auto détenus				3			3		3
Conversion de la valeur nominale des actions									
Au 30 septembre 2008	85 116 983	8 512	475 449	(208)	51 214	(2 183)	532 784	312	533 096

	Actions ordinaires		Primes d'émission du capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Montant							
Au 31 mars 2009	85 119 383	8 512	475 459	(210)	19 440	9 144	512 345	239	512 584
Ecart de conversion (net d'impôt)					(296)	(13 580)	(13 876)		(13 876)
Variation des justes valeurs sur actifs financiers disponibles à la vente									
Frais d'émission (nets d'impôt)			(377)				(377)		(377)
Total des produits et des charges de la période reconnus directement en capitaux propres.....			(377)		(296)	(13 580)	(14 253)		(14 253)
Résultat de la période					(19 412)		(19 412)	5	(19 407)
Résultat Global de la période.....			(377)		(19 708)	(13 580)	(33 665)	5	(33 660)
Opérations sur capital.....	343 756	34	1 304		2 240		3578		3578
Composante capitaux propres des instruments financiers composés (Note 3).....					23 918		23 918		23 918
Paiements fondés sur les actions.....					2 218		2 218		2 218
Opérations sur titres auto détenus.....									
Divers					64		64		64
Au 30 septembre 2009	85 463 139	8 546	476 386	(210)	28 172	(4 436)	508 458	244	508 702

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (montants en milliers d'euros sauf informations données par action)

	Semestre arrêté au 30 septembre 2009	Semestre arrêté au 30 septembre 2008
Résultat net consolidé	(19 412)	(8 042)
Élimination des éléments non monétaires		
Dotations aux amortissements et provisions.....	28 089	22 554
Résultat sur cessions d'actifs.....	28	524
Variation des impôts différés.....	84	1 599
Intérêts minoritaires	5	(43)
Coût de l'endettement financier net	2 879	(588)
Charges liées aux stock-options et BCE	2 218	2 155
Augmentation (diminution) de trésorerie sur:		
Stocks.....	2 928	5 149
Clients et comptes rattachés	(6 854)	(1 028)
Autres créances	(3 144)	(2 623)
Fournisseurs et comptes rattachés	3 823	(8 193)
Autres dettes.....	5 151	1 204
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	15 795	12 668
Décassements liés aux immobilisations incorporelles	(308)	(1 892)
Décassements liés aux immobilisations corporelles	(4 056)	(29 850)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	218	461
Encaissements (Décaissements) liés aux actifs financiers	-	(7)
Incidence variation de périmètre	-	-
Intérêts financiers reçus.....	365	3 081
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 781)	(28 207)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	1 905	9 910
Sommes reçues de l'exercice de BCE et de stocks options	1 170	51
Revente (Rachat) d'actions propres	-	-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	140 187	-
Remboursement d'emprunts (y compris contrats de location financement)	(13 847)	(13 952)
Intérêts financiers versés	(1 441)	(2 452)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	127 974	(6 443)
Effet de la variation des cours des devises	(1 152)	1 747
Variation de la trésorerie nette	138 836	(20 235)
TRESORERIE A L'OUVERTURE	167 280	186 933
TRESORERIE A LA CLOTURE	306 116	166 698

6.2 Annexe aux comptes consolidés

1. Présentation de l'activité

Soitec S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française, créée en 1992, et cotée à Euronext Paris, compartiment B. La Société et ses filiales sont ci-après dénommées «le Groupe» ou «le groupe Soitec ».

La Société produit des plaques de silicium sur isolant destinées à l'industrie des semi-conducteurs. Les principaux produits de la Société sont les plaques UNIBOND™, dont le procédé de fabrication utilise la technologie brevetée Smart Cut™ concédée sous licence exclusive à la Société par le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA). Les produits de la Société sont vendus en Europe, aux États-Unis, par l'intermédiaire d'une filiale qu'elle détient à 100 % (Soitec Inc.), en Asie par l'intermédiaire de sa filiale détenue à 70 % (Soitec Asia).

Les états financiers consolidés semestriels au 30 septembre 2009 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales. Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.

En date du 17 novembre 2009, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels de Soitec pour le semestre se terminant le 30 septembre 2009.

2. Règles et méthodes comptables

Principes de préparation des états financiers

Les états financiers du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des terrains non bâtis qui sont évalués à leur juste valeur.

Les comptes consolidés résumés sont présentés en euro et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€ 000) sauf indication contraire.

Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Soitec sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRC).

Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2009.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2009 sont disponibles sur demande au siège social de la Société situé Parc Technologique des Fontaines à Bernin (38190), ou sur le site internet www.soitec.com.

Méthodes comptables

Les règles et méthodes sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2009, à l'exception des révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes d'application obligatoire pour l'exercice 2009-2010 :

- IAS 1 révisée – Présentation des états financiers : La norme, sous sa version révisée, introduit la création d'un nouvel Etat du Résultat Global, destiné à intégrer tous les éléments comptabilisés en résultat net et les autres gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres dans la période ;
- IFRS 8 – Secteurs opérationnels : la norme IFRS 8 « Segments opérationnels », d'application obligatoire pour le Groupe depuis le 1^{er} avril 2009, requiert la présentation d'informations sur les secteurs d'activité opérationnels du Groupe et remplace les dispositions de la norme IAS 14 « Information sectorielle » relatives à la détermination des secteurs de premier niveau (secteurs géographiques) et de second niveau (secteurs d'activité). Désormais l'information sectorielle reflète la vue du management et doit donc être obligatoirement établie sur la base du reporting interne. Les impacts de cette norme, d'application rétrospective, sont présentés en note 7.3 ;
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation clients;
- Amendement IAS 23 – Coûts d'emprunts;
- Amendements IFRS 2 – Conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- Amendement IAS 1 et IAS 32 – Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation ;
- IFRIC 16 – Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- IFRIC 15 – Contrats de construction de biens immobiliers.

Ces nouveaux textes publiés par l'IASB n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée au 30 septembre 2009 des normes dont l'application obligatoire est postérieure au 1^{er} avril 2009 :

- Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure adoptées par l'Union Européenne :

- IFRS 3 révisée – Regroupements d’entreprises (applicable aux regroupements d’entreprises dont la date d’acquisition est sur le premier exercice ouvert à compter du 1^{er} juillet 2009) ;
 - IFRIC 12 – Accords de concession de services (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 29 mars 2009).
 - Amendement IFRS 5 – Programme de cession partielle de titres d’une filiale impliquant la perte du contrôle exclusif (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2009).
- Normes, amendements et interprétations suivants non encore adoptés par l’Union Européenne dont l’application est obligatoire à une date ultérieure au 1^{er} avril 2008 :
- Amendements IFRIC 9 et IAS 39 – Réévaluation des dérivés incorporés et instruments financiers: comptabilisation et évaluation (applicable aux périodes annuelles terminées à compter du 30 juin 2009) ;
 - Amendement IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation « éléments éligibles à une opération de couverture » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2009);
 - Amendement IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions : transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2010) ;
 - IFRIC 17 – Distribution en nature aux actionnaires (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2009);
 - IFRIC 18 - Transferts d'actifs des clients (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2009) ;
 - IFRS 7 – Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2009) ;
 - Améliorations annuelles des normes IFRS (16 avril 2009), applicables majoritairement aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2010.

Les effets de ces normes et interprétations sont en cours d’analyse.

Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers requiert de la part de la Direction de Soitec de jugements, d'estimations et d'hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d’actifs et de passifs ainsi que les informations fournies dans certaines notes de l’annexe à la date d’établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l’exercice.

La période close le 30 septembre 2009 reste marquée par la crise économique mondiale qui affecte le secteur des semi-conducteurs. Les comptes consolidés de la période close le 30 septembre 2009 ont été ainsi établis dans ce contexte qui affecte en particulier l’appréciation des valeurs des actifs non courants et de certains actifs courants. Soitec en a ainsi tenu compte dans ses estimations.

S'agissant des actifs dont la valeur s'analyse en considérant des perspectives à plus long terme, principalement les actifs immobilisés (incorporels ou corporels), ceux-ci ont été évalués dans le cadre d'hypothèses prenant en compte une crise économique dont la durée serait limitée dans le temps.

La Direction revoit ses estimations et ses prévisions de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les estimations et hypothèses, élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- La dépréciation des actifs non courants et goodwill
- La dépréciation des stocks et des créances douteuses
- Les provisions
- La valorisation des options liées aux plans de souscription d'actions accordées aux salariés,
- Les impôts différés,
- Les actifs et passifs financiers

La nécessité de déprécier les actifs non courants et goodwill est vérifiée au moins une fois par an et dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. L'estimation de la valeur recouvrable est alors effectuée sur la base des estimations sur les flux actualisés de trésorerie futurs attendus.

3. Événements de la période

Afin de répondre aux besoins généraux de financement du Groupe et notamment de financer ses projets de développement existants ou futurs, le groupe Soitec a poursuivi une politique de refinancement proactive par le biais de l'émission d'OCEANE et une politique de gestion prudente de ses liquidités.

Le 9 septembre 2009, Soitec S.A. a procédé ainsi à l'émission d'Obligations à option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) pour un montant nominal de 145 millions d'euros. Les 16 959 065 obligations émises sont à échéance du 9 septembre 2014 et portent intérêt à un taux nominal annuel de 6,25 %. Le prix d'émission s'élève à 8,55 euros par obligation. Le souscripteur peut convertir ses obligations en actions à tout moment à compter du 9 septembre 2009 à raison d'une action pour une obligation.

Par ailleurs Soitec S.A. pourra, à compter du 9 septembre 2012, rembourser de façon anticipée l'OCEANE à un prix égal au pair majoré des intérêts courus, si le cours de l'action dépasse 130 % de la valeur nominale des obligations.

En application d'IAS 39, la juste valeur des OCEANE est comptabilisée en distinguant deux composantes :

- la composante dette a été calculée à l'aide d'un taux d'intérêt du marché pour un emprunt obligataire non convertible équivalent. Elle est comptabilisée au coût amorti pour 116,5 millions d'euros net de sa quote-part de frais d'émission. Le taux d'intérêt effectif estimé de la dette est de 11,71 %.
- la composante option de conversion est déterminée par différence entre la juste valeur de l'OCEANE et la composante dette. Elle est comptabilisée séparément en capitaux propres

pour un montant de 24 millions d'euros net de sa quote-part de frais d'émission. Ce montant est figé jusqu'à la conversion, échange ou remboursement des obligations, sauf modification de la durée de vie estimée.

Les OCEANE sont comptabilisées en date de transaction conformément aux principes Groupe.

L'émission d'OCEANE n'a pas d'effet dilutif significatif au 30 septembre 2009 compte tenu de ses caractéristiques et du cours moyen de l'action Soitec S.A.

4. Périmètre de consolidation

Aucune évolution du périmètre de consolidation n'est intervenue au cours du premier semestre clos au 30 septembre 2009.

5. Notes sur le bilan

5.1. Valeur des actifs non courants

Le Groupe a examiné au 30 septembre 2009 la valeur de ses actifs non courants (339 millions d'euros), à laquelle il convient d'ajouter le BFR de 46 millions d'euros, attachés à l'unité génératrice de trésorerie "silicium".

L'examen des hypothèses prises lors de la réalisation du test de dépréciation au 31 mars 2009 n'a pas mis en évidence de révision significative nécessaire, tant sur les hypothèses financières que les hypothèses budgétaires. Sur la période, le résultat opérationnel courant réalisé est supérieur à celui qui avait été budgété et avait servi de base à la détermination des flux de trésorerie retenus dans le test de dépréciation au 31 mars 2009. La valeur recouvrable des actifs non courants, déterminée à partir de la valeur d'utilité calculée en utilisant les prévisions de flux de trésorerie, extraites du plan moyen terme, sur une période de cinq ans approuvé par la Direction, et telle que calculée au 31 mars 2009, est ainsi supérieure à la valeur nette comptable desdits actifs. Les principales hypothèses retenues pour déterminer la valeur d'utilité de ces actifs non courants sont les suivantes :

	30 septembre 2009
Taux d'actualisation	12%
Taux de croissance long terme	0%
Parité US\$/€	1,40
Croissance annuelle des ventes sur la période du plan (2009-2014)	16%

Comme indiqué dans la note 3.4 de l'annexe au 31 mars 2009, il est toutefois important de rappeler que la valeur d'utilité révèle une sensibilité importante aux paramètres précités.

Des changements dans certaines hypothèses clés (notamment : variation à la hausse du taux d'actualisation de 1%, décalage de la croissance des volumes de 1 an dans les flux de trésorerie utilisés pour déterminer la valeur d'utilité ou évolution négative de 5 millions d'euros sur le flux de trésorerie normatif utilisé pour estimer la valeur terminale), bien que réduisant la valeur d'utilité de l'UGT, n'entraîneraient pas de dépréciation des actifs non courants.

En revanche, la valeur des actifs non courants demeure sensible à la variation de la parité US\$ / €. Ainsi, un euro à 1,50 dollar américain aurait pour conséquence d'entraîner une perte de valeur de l'ordre de 20 millions d'euros, soit 5% de la valeur des actifs testés.

5.2. Acquisitions et cessions d'immobilisations

Au cours du premier semestre 2009, les acquisitions d'immobilisations se sont élevées à 4 649 milliers d'euros, contre 14 412 milliers d'euros au 30 septembre 2008. Les cessions d'immobilisations se sont élevées à 899 milliers d'euros contre 2 671 milliers d'euros au 30 septembre 2008.

5.3. Stocks

	30 septembre 2009	31 mars 2009
Matières premières	19 675	22 966
En-cours de production	5 828	4 270
Produits finis	14 604	18 534
Sous-total	40 107	45 770
Moins : provisions pour dépréciation	(5 321)	(7 889)
Valeur nette des stocks.....	34 786	37 881

5.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30 septembre 2009	31 mars 2009
Trésorerie.....	17 083	2 280
Equivalents de trésorerie.....	289 033	165 000
Total.....	306 116	167 280

Les disponibilités détenues en banque sont en euros, en dollars américains et en Yen.

Les équivalents de trésorerie sont constitués principalement de dépôts à terme et titres de créances négociables émis par des banques françaises et d'OPCVM investis en obligations assimilables du Trésor.

5.5. Distributions de dividendes

Compte tenu de la perte de l'exercice précédent, l'assemblée générale des actionnaires du 7 juillet 2009 a décidé de porter la perte en report à nouveau et de ne pas distribuer de dividendes.

5.6. Paiements fondés sur des actions

Les termes et conditions des programmes, ainsi que les méthodes utilisées pour calculer la juste valeur des options sont indiqués dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2009, note 3.12.

Le Conseil d'administration du 5 juin 2009 a décidé l'attribution de 228 556 actions gratuites, dont 145 683 au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux. Le cours de l'action à la date d'attribution était à 5 euros.

En ce qui concerne l'attribution d'actions gratuites aux mandataires sociaux et afin de tenir compte des recommandations issues du rapport AFEP-MEDEF d'octobre 2008 concernant la rémunération des mandataires sociaux, le Conseil d'administration a subordonné l'acquisition des actions

gratuites qui leur ont été attribuées à la réalisation de critères de performance mesurés par référence à un indicateur composite interne assis sur le chiffre d'affaire, l'EBITDA, et la trésorerie disponible consolidés, et l'accomplissement des principales étapes du plan stratégique du Groupe. La période d'acquisition s'étend sur deux ans, du 5 juin 2009 au 4 juin 2011.

La période d'indisponibilité (du 5 juin 2011 au 4 juin 2013), après transfert de propriété, est fixée à 2 ans. Au terme de cette période, les mandataires sociaux pourront céder 90% des actions, et les 10 % restants ne seront cessibles qu'après la fin des fonctions des bénéficiaires, si celle-ci intervient au-delà de cette période de 2 ans. Les actions attribuées devront obligatoirement être inscrites au nominatif pur, avec mention de cette indisponibilité.

Le Conseil d'administration du 7 juillet 2009 a décidé l'attribution de 55 000 actions gratuites. Le cours de l'action à la date d'attribution était de 5,24 euros.

La charge totale comptabilisée sur le 1er semestre au titre des paiements fondés sur des actions est de 2 218 milliers d'euros, contre 2 156 milliers d'euros au 30 septembre 2008.

Au cours des six mois écoulés au 30 septembre 2009, 305 641 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ont été levées et 38 115 actions gratuites émises donnant lieu à une augmentation de capital décomposée en une augmentation du capital social de 34 milliers d'euros, et une augmentation de la prime d'émission de 1 304 milliers d'euros.

En outre, 7 500 options de souscription d'actions, 218 842 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, 300 000 BSAARS ont été levés sur le mois de septembre pour un montant de 2 240 milliers d'euros inscrits en réserves et résultats consolidés dans les comptes à fin septembre, et qui donneront lieu à une augmentation de capital constatée au mois d'octobre.

5.7. Actifs et passifs éventuels

Aucune évolution significative n'est à signaler depuis la clôture de l'exercice clos le 31 mars 2009.

AMF c/la Société : La procédure est en cours, et l'audience est fixée au 10 décembre 2009.

5.8. Emprunts et dettes financières

Au cours de la période close au 30 septembre 2009, le Groupe a procédé aux principales opérations suivantes :

- Remboursement d'emprunts pour 458 milliers d'euros
- Remboursement de capital sur la dette financière relative à la location financement pour 13 443 milliers d'euros.
- Une augmentation de 116 540 milliers d'euros au titre de l'emprunt Océanes nets des frais d'émissions (cf. note 3).

6. Notes sur le compte de résultat

6.1. Frais de personnel

	Semestre arrêté au 30 septembre 2009	Semestre arrêté au 30 septembre 2008
Charges de personnel y compris charges sociales	31 839	31 517
Retraites	250	230
Charges liées au paiement en actions	2 290	2 156
Total des frais de personnel.....	34 379	33 903

6.2. Frais de Recherche et Développement

	Semestre arrêté au 30 septembre 2009	Semestre arrêté au 30 septembre 2008
Frais opérationnels nets de recherche et développement	14 558	14 222
Crédit d'impôt recherche	(2 074)	(1 250)
Total.....	12 484	12 972

Les dépenses de Recherche et Développement sont essentiellement constituées de frais de recherche et sont comptabilisées en résultat. Les frais de développement sont engagés sur une période relativement courte et représentent des montants peu significatifs.

Au cours de la période close le 30 septembre 2009, le Groupe a enregistré des aides totales pour un montant de 6,3 millions d'euros et un crédit d'impôts recherche de 2,1 millions d'euros.

6.3. Autres produits et charges opérationnels

	Semestre clos le 30 septembre 2009	Semestre clos le 30 septembre 2008
Mesures de restructuration	(600)	-
Divers	158	-
Total des autres produits et charges opérationnels	(442)	-

Une provision complémentaire de 0,6 million d'euros a été dotée pour couvrir les charges relatives au plan d'ajustement des effectifs présenté aux salariés courant mars 2009 et initialement évaluées à 2 millions d'euros. Les coûts supplémentaires sont principalement dus à une proportion plus importante que prévue des départs volontaires.

6.4. Charge d'impôt

Au 30 septembre 2009, en ce qui concerne les sociétés Soitec S.A., Picogiga S.A.S. et Tracit S.A.S., l'activation des reports déficitaires a été limitée au niveau des passifs d'impôts différés constatés par ailleurs pour ces sociétés.

Au 30 septembre 2009, la charge d'impôt de l'exercice est de 84 milliers d'euros. Un impôt différé actif de 460 milliers d'euros, relatif aux frais d'émission d'instruments de capitaux propres est comptabilisé en contrepartie des capitaux propres.

L'écart entre l'impôt sur les sociétés théorique, calculé selon le taux en vigueur en France (34,43 % pour le 30 septembre 2009) et la charge d'impôt reflétée dans le compte de résultat s'analyse comme suit :

	Semestre clos le 30 septembre 2009	Semestre clos le 30 septembre 2008
Crédit (Charge) d'impôt sur les sociétés théorique au taux en vigueur (*).....	6 653	2 123
Impôts différés actifs sur déficits fiscaux non activés	(8 595)	(1 075)
Provisions et charges non déductibles	1 825	(3 165)
Frais d'émission de la composante dette des OCEANE (étalés fiscalement) ..	1 378	-
Crédit d'impôt recherche	714	417
Impact des différences de taux d'impôt sur les sociétés	(2 059)	(36)
Divers	-	19
Crédit (charge) d'impôt total.....	(84)	(1717)

(*) 34,43%

7. Autres informations

7.1. Saisonnalité de l'activité

Les opérations présentent une faible saisonnalité.

7.2. Informations relatives aux parties liées

Les relations avec les parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2009 à l'exception des plans d'actions gratuites attribués aux dirigeants et décrits en note 5.6.

7.3. Information sectorielle

Depuis le 1er avril 2009, le Groupe applique IFRS 8, nouvelle norme de présentation de l'information sectorielle en remplacement d'IAS 14.

L'information sectorielle est basée sur un seul secteur « Silicium » qui recouvre toutes les activités actuelles du Groupe. Le Groupe devrait faire évoluer cette information sectorielle dès lors que ses activités en dehors du silicium viendraient à connaître des développements significatifs en liaison avec la récente levée de fonds. L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

	Semestre arrêté 30 septembre 2009	Semestre arrêté 30 septembre 2008
Ventes	94 213	120 294
Marge brute	7 572	15 807
Frais généraux, commerciaux et recherche et développement.	23 401	25 180
Résultat opérationnel courant	(15 829)	(9 373)
	30	31 Mars
	Septembre	2009
	2009	2009
Immobilisations incorporelles	17 178	20 698
Immobilisations corporelles	320 147	355 376
Actifs non courants	337 325	376 074
Stocks	34 786	37 881
Clients et comptes rattachés	26 206	18 355
Autres actifs courants	30 799	35 002
Fournisseurs et comptes rattachés	(30 867)	(28 865)
Autres dettes courantes	(15 090)	(16 093)
Actifs et passifs courants	45 834	46 280
Capitaux employés	383 159	422 354

Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le Groupe.

7.4. Événements postérieurs à la clôture

Néant

6.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1er avril au 30 septembre 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société S.O.ITEC Silicon on Insulator, relatifs à la période du 1er avril au 30 septembre 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Meylan et Lyon, le 18 novembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Muraz Pavillet

Ernst & Young Audit

Jean-Marc Pavillet

Lionel Denjean